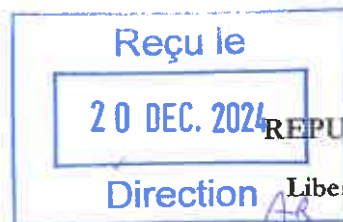


Département de la SOMME

Ville de Montdidier



Date de notification
ou de publication :



Envoyé en préfecture le 18/12/2024
Reçu en préfecture le 18/12/2024
Publié le **19 DEC. 2024**
ID : 080-218005312-20241217-18122024MN1-AR

Extrait du Registre aux Arrêtés du Maire de Montdidier

Arrêté du Maire n° 178

Nous, Maire de la Ville de Montdidier ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 123-46 ;
Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995, modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997, relatifs à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
Vu l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du code de la construction et de l'habitation ;
Vu l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
Vu les arrêtés préfectoraux n° 02-104 et 02-108 du 9 décembre 2002, portant respectivement création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité de l'arrondissement de Montdidier ;
Vu l'avis favorable de la commission de sécurité de l'arrondissement de Montdidier en date du 22 novembre 2024 ; visant le dossier – Etude- cahier des charges fonctionnel du SSI

ARRETONS

Article 1^{er} – Le centre hospitalier intercommunal Montdidier Roye- Bâtiment principal, sis 25 rue Amand de Vienne - 80500 Montdidier de type U 3^{ème} catégorie pour un effectif de 361 personnes est autorisé à accueillir du public sous respect d'effectuer les prescriptions suivantes :

Rappel (s) Réglementaire (s) :

1 – Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence.

2 – Faire contrôler les dispositions constructives, les aménagements et les installations techniques, par un organisme agréé.

Les rapports de vérifications à transmettre aux membres de la commission de sécurité avant la visite de réception devront préciser, dans l'ordre des articles du règlement de la conformité ou de la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction ou de l'aménagement.

3 – Transmettre à la commission de sécurité, au moins deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents suivants :

- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
- l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôles attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage ;
- les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est requise.

En l'absence de ces documents, la commission de sécurité compétente ne pourra se prononcer.

4 – Respecter les engagements du maître d'ouvrage dans sa notice de sécurité

5 – Respecter l'implantation des zones telles que définies par l'article MS 55 qui doit être réalisée de la façon suivante :

- la zone d'alarme (ZA) doit englober l'ensemble de l'établissement ;
- les zones de compartimentage (ZC) correspondent aux zones protégées telles que définies à l'article U 10 (§ 1). Les zones de compartimentage des espaces visés à U 10 (§ 3 et § 4), ainsi que des ensembles de locaux non visés par l'article U 10 doivent être définies au cas par cas et proposées dans le cadre des articles GE 2 (§ 1) et MS 55 ;
- les zones de désenfumage (ZF) correspondent aux zones de compartimentage (ZC). Exceptionnellement, elles peuvent se réduire aux zones de mise à l'abri dans le cadre des articles GE 2 (§ 1) et MS 55.

La détection automatique incendie des locaux doit mettre en œuvre, automatiquement ;

- la diffusion de l'alarme générale sélective et le déverrouillage éventuel des portes ;
- l'ensemble des DAS de compartimentage de la zone protégée ;
- le non-arrêt des cabines d'ascenseurs implantées dans la zone sinistrée ;
- le désenfumage éventuel du local sinistré.

Elle ne doit pas commander le désenfumage des circulations horizontales.

La détection incendie des circulations horizontales doit mettre en œuvre, automatiquement :

- la diffusion de l'alarme générale sélective et le déverrouillage éventuel des portes
- l'ensemble des DAS de compartimentage de la zone protégée
- le non-arrêt des cabines d'ascenseur implantées dans la zone sinistrée
- le désenfumage, au minimum, de la circulation de la zone protégée.

La détection incendie des combles et des circulations des niveaux ne recevant pas de public doit mettre en œuvre, automatiquement, la diffusion de l'alarme générale sélective.

6 - Former le personnel à l'utilisation des Tableaux Répartiteurs d'Alarme.

7 – S'assurer du respect de la mission de coordinateur SSI.

Définition du coordinateur SSI, (paragraphe 3.5 de la norme NF S 61 932 de décembre 2008) : « la personne physique ou morale chargée de la mission de coordination SSI ». la mission de coordination SSI s'impose par le règlement de sécurité ERP qui précise dans son article MS 53 § 2 que « les systèmes de sécurité incendie doivent satisfaire aux dispositions de la norme en vigueur... »

Cette mission est décrite dans la norme NF S 61 931 § 5.3 : « une mission de coordination doit nécessairement présider à l'analyse des besoins de sécurité et à la conception du SSI. Cette mission doit également exister lors de la réalisation et lors de modifications ou extensions éventuelles.

Elle implique la réalisation des tâches énumérées ci-après :

Phase de conception ... ; phase de réalisation... ; phase de modification ou d'extension »

Pour rappel, cette activité est incompatible avec l'activité de contrôle technique (article 10 de la loi n° 78-12, loi Spinetta du 4 janvier 1978). Le coordinateur SSI ne peut donc appartenir au même groupe que l'organisme agréé qui établira le RVRAT ni en être une filiale (avis de la CCS du 02/12/2010).

8 – Mettre à jour le dossier d'identité et l'annexer au registre de sécurité.

9 – Respecter le cahier des charges fonctionnelles SSI concernant la division de l'établissement en zones de détection et en zones de mise en sécurité incendie.

10 – Transmettre le rapport de réception technique du SSI au maire 15 jours avant la visite de réception du SSI pour avis de la commission de sécurité.

11 - S'assurer que le SSI reste fonctionnel pendant la phase de remplacement de l'ancien SSI par le nouveau.

12 – Prévoir la réalisation d'un foyer type adapté à la nature du risque rencontré dans les locaux lors de la visite avant ouverture.

13 – S'assurer, pendant la présence du public, de l'existence dans les locaux de personnel permanent qualifié, susceptible d'alerter les sapeurs-pompiers et de mettre en œuvre les moyens de lutte contre l'incendie.

Cette disposition signifie en particulier que la personne placée devant le tableau de signalisation (Système de Sécurité Incendie ou tableau de report d'alarme) ait reçu une formation suffisante concernant la signification des différentes signalisations apparaissant sur le tableau, les mesures à prendre en fonction de ces signalisations et les dispositions à respecter en cas de panne.

14 – Annexer au registre de sécurité le contrat d'entretien annuel pour la détection incendie.

15 – Initier le personnel sur le fonctionnement de l'équipement d'alarme et s'assurer une fois par semaine au moins du bon fonctionnement de l'installation. L'exploitant doit faire effectuer sous sa responsabilité les remises en état le plus rapidement possible.

L'exploitant doit disposer en permanence d'un stock de petites fournitures de rechange des modèles utilisés tels que lampes, fusibles, vitres pour déclencheurs manuels à bris de glace, cartouches de gaz inerte comprimé, etc.

16 – Respecter les mesures énoncées dans la suite du présent article concernant le verrouillage des portes de sorties de secours.

- a) Chaque porte doit être équipée d'un dispositif de verrouillage électromagnétique conforme à la norme en vigueur pour cette application ;
- b) Les portes équipées ne peuvent être commandées que selon l'un des deux principes suivants :
 - par un dispositif de commande manuelle (boîtier à bris de glace, par exemple) à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande et situé près de l'issue équipée ;
 - par un dispositif de contrôle d'issues de secours conforme aux dispositions de la norme le concernant (visant également les conditions de mise en œuvre), avec comme durées de temporisation : T1 max. = 8 s et T2 max. = 3 mn. La temporisation T2 n'est cependant admise que si l'établissement dispose (Arrêté du 23 décembre 1996) « d'un service de sécurité assuré par des agents de sécurité incendie dans les conditions définies à l'article MS 46. »
- c) Le déverrouillage automatique des issues de secours doit être obtenu dans les conditions prévues à l'article MS 60.

17 – Fournir à la commission le contrat de maintenance du Système de Sécurité Incendie (SSI).

Article 2 – L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 3 – Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet de Montdidier
- Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie

Fait à Montdidier, le 17 décembre 2024

Catherine QUIGNON
Maire



RAPPORT DE SÉCURITÉ INCENDIE ET PANIQUE DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

commission de sécurité arrondissement Montdidier

Commune : MONTDIDIER

Dénomination : 536 CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL MONTDIDIER-ROYE BATIMENT PRINCIPAL

Adresse : 25 RUE AMAND DE VIENNE 80500 MONTDIDIER

Nature et objet du dossier :

Type : Étude

Nature : Cahier des charges fonctionnel du SSI

Liste des textes applicables :

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

Arrêté du 25 juin 1980 modifié

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP

Arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie

Type U - Arrêté du 10 décembre 2004 - Établissements de soins

Demandeur : CH INTERCOMMUNAL MONTDIDIER-ROYE - M. SARRIS Philippe

Reçu le : 24 octobre 2024

Classement :

Genre : Établissement

Type principal : U « Etablissements de santé publics ou privés dispensant des soins de courte durée en médecine, chirurgie, obstétrique »

Catégorie : 3^{ème}

Effectif public : 254

Dont effectif hébergé : 55

Effectif personnel : 107

Effectif total : 361

Historique :

Date de la dernière visite périodique : 24 octobre 2023

Avis exploitation actuel : Défavorable

Descriptif :

Le Centre Hospitalier de Montdidier est un site comprenant plusieurs bâtiments isolés :

- le bâtiment Administratif (type W de 5^{ème} catégorie)
- le bâtiment Rallu (type U de 5^{ème} catégorie)
- le bâtiment Principal (type U de 3^{ème} catégorie)
- le bâtiment USLD (type U de 4^{ème} catégorie)
- le bâtiment SSR Les Tilleuls (type U de 4^{ème} catégorie)
- l'EHPAD Lucien Vivien (type J de 4^{ème} catégorie)

Descriptif du bâtiment Principal :

Il comprend notamment 2 blocs recevant les services de Médecine et Urgences, aménagés au sein d'un bâtiment R+2 avec sous-sol :

BLOC PRINCIPAL

Au sous-sol (interdit au public) :

- des réserves
- des locaux de ventilation
- 1 stockage de protoxyde d'azote
- 1 garage
- les galeries de liaison avec le bâtiment médecine
- 1 sous-station
- 1 local TGBT
- 1 local transformateur
- 1 zone de chargeur batteries
- 1 local de machinerie ascenseurs
- des locaux réceptacles de linge sale

Au rez-de-chaussée :

- 1 centre prénatal
- le SMUR
- 1 accueil
- 1 laboratoire avec salles de prélèvements
- des bureaux
- des salles de consultations

Au R+1 (service de médecine) :

- des bureaux
- 3 locaux de réserve
- 28 chambres d'hospitalisation (35 lits)
- 1 local linge propre/1 local linge sale

Au R+2 (interdit au public) :

- des bureaux syndicats
- des combles techniques et des chambres désaffectées

BLOC URGENCES (UPATOU)

Au sous-sol (interdit au public) :

- 1 local TGBT
- 1 sous-station
- 1 local Biotox
- 1 local groupe électrogène
- 1 local groupe froid
- 1 garage + lavage
- des réserves

- des bureaux
- 1 local reprographie
- 1 local ménage
- 10 locaux d'archives
- 1 local « climatisation »
- 1 espace détente

Au rez-de-chaussée (SMUR – SCANNER – RADIOLOGIE) :

- des bureaux
- des salles d'attente
- 1 salle d'examen scanner
- 1 salle d'examen
- 1 salle reprographie
- 1 salle de bain
- 1 salle de plâtre
- 1 salle de suture
- 1 salle de pédiatrie
- 1 salle de radiologie
- 1 salle de mammographie
- 1 salle examen échographie
- des réserves
- 4 box pour les urgences
- 1 local linge sale/linge propre
- 1 PC SMUR
- des chambres de garde
- 1 salle de réunion pour le personnel
- des locaux sociaux
- 1 local de décontamination
- 1 local ménage
- 1 salle de « déchocage »
- 1 local PC

Le bâtiment est équipé d'ascenseurs et de portes automatiques coulissantes. Certaines portes, notamment dans le service médecine, disposent d'un verrouillage électromagnétique asservi au processus de l'alarme. Les bâtiments "Principal", "Rallu" et "Administratif" sont dotés d'un unique SSI de catégorie A avec 3 zones d'alarme. La centrale se situe dans le secrétariat consultations externes au rez-de-chaussée du bâtiment principal.

Les circulations horizontales sont désenfumées mécaniquement.

Le chauffage est assuré au moyen de 2 sous-stations alimentées par le réseau urbain.

L'établissement dispose d'une installation fixe de fluides médicaux.

Descriptif des travaux :

Le bâtiment concerné par les travaux comporte des galeries afin de mettre en communication le bâtiment principal (objet du rapport) et les bâtiments RALLU et administratif.

L'actuel SSI, vieillissant, ne permet plus à cet établissement de le maintenir en bon état de fonctionnement. Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre du projet. Le projet prévoit les travaux suivants :

- remplacement partiel du SSI existant avec conservation des DAS (Dispositifs Actionnés de Sécurité)
- création d'un VTP (Volume Technique Protégé) pour le système central au RDC
- redéfinition et précision des zones de mise en sécurité (compartimentage) par rapport à la configuration existante
- remplacement des DAS (Dispositifs Actionnés de Sécurité) dysfonctionnant
- contrôle de la gaine ZF3 et dévoiement d'une canalisation
- vérification des déverrouillages des issues de secours et remise en état
- remplacement des CR et câbles des tourelles de la toiture terrasse des urgences
- reprise alim ECS (Équipement de contrôle et de signalisation)/CMSI (Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie)/AES (Alimentation Électrique de Sécurité) reprise alim TGS (Tableau Général de Sécurité) en amont du TGBT (Tableau Général Basse Tension)
- vérification des ventouses de condamnation (demande de déport des DM (Déclencheurs Manuels) commande locale), cps révision des menuiseries
- non stop ascenseur et arrêt de la VMC (Ventilation Mécanique Contrôlée)/CCF (Clapets Coupe Feu) asservis

Description des alarmes prévues par bâtiment :

- bâtiment RALLU (type U 5^{ème} catégorie) : alarme de type 4 sera installée
- bâtiment administratif (type W 5^{ème} catégorie avec V et N) : installation d'un SSI de catégorie A avec alarme de type 1 avec déploiement des détections automatiques en cuisine et dans la chapelle
- bâtiment principal (type U 3^{ème} catégorie) : remplacement partiel du SSI (voir détail ci-dessus)

Niveau de surveillance :

- implantation de DM dans les locaux du personnel et conformément à la réglementation dans les autres secteurs
- TRE (Tableau Répétiteur d'Exploitation) dans les locaux du personnel dans les zones accessibles au public (en RDC à l'accueil du secrétariat médical et en accueil admissions urgences, en R+1 en secrétariat)

Description du SSI :

Le CMSI (Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie) sera installé dans un VTP (Volume Technique Protégé) au rez-de-chaussée, facilement accessible par les services de secours. Les plans des zones sont prévus.

Une UGA (Unité de Gestion d'Alarme) comprendra une AGS (Alarme Générale Sélective) dans les zones ERP et alarme générale dans les zones n'accueillant pas de public et des diffuseurs lumineux /flashes

Il est prévu des modules déportés dans les zones commandées pour l'asservissement :

- alarme générale sélective
- déverrouillage des issues de secours
- PFA (Portes à Fermeture Automatique)
- CCF (Clapets Coupe Feu)
- DL (Diffuseur Lumineux)/flashes dans les toilettes
- VCF (volets coupe-feu)
- coffrets de relaying
- ouvrants de façade

La mise en sécurité comprendra :

- la fonction évacuation avec diffusion de l'alarme sans temporisation (Zones d'Alarme : ZA01 pour le bâtiment principal - ZA02 pour le bâtiment administratif - ZA03 pour le bâtiment RALLU)
- la fonction compartimentage (ZC : ZC2.1 : niveau R+2 - ZC1.1 et ZC1.2 : niveau R+1 - ZC0.1 et ZC 0.2 : niveau RDC - ZC SSL : niveau sous-sol - ZC0.3 : Bâtiment administratif)
- la fonction désenfumage (ZF) est existante (5 ZF sur niveau R+1 - 9 ZF sur niveau RDC et 4 ZF sur niveau sous-sol)

Il existe les scénarios suivants en automatique :

- détection dans un local avec évacuation et compartimentage par zone
- détection dans une circulation avec évacuation, compartimentage par zone et désenfumage
- action sur un DM avec évacuation

Il existe les scénarios suivants en commande manuelle :

- action sur la commande d'évacuation générale avec évacuation
- action sur la commande de compartimentage avec compartimentage
- action sur la commande de désenfumage avec désenfumage

Il existe les scénarios suivants en arrêt technique (AT) :

- arrêt technique non-arrêt des cabines d'ascenseurs
- arrêt technique de la climatisation (CTA)

Informations complémentaires :

- le déverrouillage des issues de secours sera asservi dès le début du processus d'alarme
- les issues de secours équipées de dispositifs de verrouillage électromagnétique seront commandées soit par un DM vert situé près de chaque issue de secours, soit déverrouillées par l'UGA
- un dossier d'identité du SSI sera constitué par le coordinateur SSI
- l'interverrouillage des zones de désenfumage et des moteurs d'extraction (VED) est inchangé dans le cadre du projet

Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X Cahier des charges fonctionnelles du SSI

QUARDINA

27/08/2024

Observation(s) :

Des plans non scannables sont joints à ce dossier.

Pendant la phase de remplacement de l'ancien SSI par le nouveau, le SSI devra rester fonctionnel.

Les DM (Déclencheurs Manuels) seront placés dans les locaux des personnels. La commission émet un avis favorable (prescription CO 46).

Prescriptions :

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à l'examen du dossier transmis ainsi qu'à l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

Rappel(s) Réglementaire(s) :

- | | | |
|---|---|---|
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GN 13 | 1 | Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence |
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GE 8, Arrêté du
25 juin 1980 modifié - GE
9 | 2 | Faire contrôler les dispositions constructives, les aménagements et les installations techniques, par un organisme agréé.
Les rapports de vérifications à transmettre aux membres de la commission de sécurité avant la visite de réception devront préciser, dans l'ordre des articles du règlement de la conformité ou de la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction ou de l'aménagement |
| Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art
46, Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art
47, Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art 48 | 3 | Transmettre à la commission de sécurité, au moins deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents suivants :
- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
- l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôles attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage ;
- les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est requise.
En l'absence de ces documents, la commission de sécurité compétente ne pourra se prononcer. |
| (ERP) Code de la
Construction et de
l'Habitation - R 143-22 | 4 | Respecter les engagements du maître d'ouvrage dans sa notice de sécurité |
| Type U - arrêté du 10
décembre 2004 - U 44 | 5 | Respecter l'implantation des zones telles que définies par l'article MS 55 qui doit être réalisée de la façon suivante :

- la zone d'alarme (ZA) doit englober l'ensemble de l'établissement ;
- les zones de compartimentage (ZC) correspondent aux zones protégées telles que définies à l'article U 10 (§ 1). Les zones de compartimentage des espaces visés à U 10 (§ 3 et § 4), ainsi que des ensembles de locaux non visés par l'article U 10 doivent être définies au cas par cas et proposées dans le cadre des articles GE 2 (§ 1) et MS 55 ;

- Les zones de désenfumage (ZF) correspondent aux zones de |

compartimentage (ZC). Exceptionnellement, elles peuvent se réduire aux zones de mise à l'abri dans le cadre des articles GE 2 (§ 1) et MS 55.

La détection automatique incendie des locaux doit mettre en œuvre, automatiquement :

- la diffusion de l'alarme générale sélective et le déverrouillage éventuel des portes ;
- l'ensemble des DAS de compartimentage de la zone protégée ;
- le non-arrêt des cabines d'ascenseurs implantées dans la zone sinistrée ;
- le désenfumage éventuel du local sinistré.

Elle ne doit pas commander le désenfumage des circulations horizontales.

La détection incendie des circulations horizontales doit mettre en œuvre, automatiquement :

- la diffusion de l'alarme générale sélective et le déverrouillage éventuel des portes
- l'ensemble des DAS de compartimentage de la zone protégée
- le non-arrêt des cabines d'ascenseurs implantées dans la zone sinistrée
- le désenfumage, au minimum, de la circulation de la zone protégée

La détection incendie des combles et des circulations des niveaux ne recevant pas de public doit mettre en œuvre, automatiquement, la diffusion de l'alarme générale sélective.

Type U - arrêté du 10 décembre 2004 - U 45

- 6 Former le personnel à l'utilisation des Tableaux Répartiteurs d'Alarme.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 53

- 7 S'assurer du respect de la mission de coordinateur SSI.

Définition du coordinateur SSI (paragraphe 3.5 de la norme NF S 61 932 de décembre 2008) : « la personne physique ou morale chargée de la mission de coordination SSI ». La mission de coordination SSI s'impose par le règlement de sécurité ERP qui précise dans son article MS 53 § 2 que « les systèmes de sécurité incendie doivent satisfaire aux dispositions de la norme en vigueur... ».

Cette mission est décrite dans la norme NF S 61 931 § 5.3 : « une mission de coordination doit nécessairement présider à l'analyse des besoins de sécurité et à la conception du SSI. Cette mission doit également exister lors de la réalisation et lors de modifications ou extensions éventuelles.

Elle implique la réalisation des tâches énumérées ci-après :

phase de conception... ; phase de réalisation... ; phase de modification ou d'extension... »

Pour rappel, cette activité est incompatible avec l'activité de contrôle technique (article 10 de la loi n°78-12, loi Spinetta du 04 janvier 1978). Le coordinateur SSI ne peut donc appartenir au même groupe que l'organisme agréé qui établira le RVRAT ni en être une filiale (avis de la CCS du 02/12/2010).

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 53

- 8 Mettre à jour le dossier d'identité et l'annexer au registre de sécurité

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 55

- 9 Respecter le cahier des charges fonctionnelles SSI concernant la division de l'établissement en zones de détection et en zones de mise en sécurité incendie.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 56	10 Transmettre le rapport de réception technique du SSI au maire 15 jours avant la visite de réception du SSI pour avis de la commission de sécurité.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 56, (ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-10	11 S'assurer que le SSI reste fonctionnel pendant la phase de remplacement de l'ancien SSI par le nouveau.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 56	12 Prévoir la réalisation d'un foyer type adapté à la nature du risque rencontré dans les locaux lors de la visite avant ouverture
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 57	13 S'assurer, pendant la présence du public, de l'existence dans les établissements concernés d'un personnel permanent qualifié, susceptible d'alerter les sapeurs-pompiers et de mettre en œuvre les moyens de lutte contre l'incendie. Cette disposition signifie en particulier que la personne placée devant le tableau de signalisation (Système de Sécurité Incendie ou tableau de report d'alarme) ait reçu une formation suffisante concernant la signification des différentes signalisations apparaissant sur le tableau, les mesures à prendre en fonction de ces signalisations et les dispositions à respecter en cas de panne.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 58	14 Annexer au registre de sécurité le contrat d'entretien annuel pour la détection incendie.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 69	15 Initier le personnel sur le fonctionnement de l'équipement d'alarme et s'assurer une fois par semaine au moins du bon fonctionnement de l'installation. L'exploitant doit faire effectuer sous sa responsabilité les remises en état le plus rapidement possible. L'exploitant doit disposer en permanence d'un stock de petites fournitures de rechange des modèles utilisés tels que lampes, fusibles, vitres pour déclencheurs manuels à bris de glace, cartouches de gaz inerte comprimé, etc.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 46	16 Respecter les mesures énoncées dans la suite du présent article concernant le verrouillage des portes de sorties de secours. a) Chaque porte doit être équipée d'un dispositif de verrouillage électromagnétique conforme à la norme en vigueur pour cette application b) Les portes équipées ne peuvent être commandées que selon l'un des deux principes suivants : - par un dispositif de commande manuelle (boîtier à bris de glace, par exemple) à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande et situé près de l'issue équipée ; - par un dispositif de contrôle d'issues de secours conforme aux dispositions de la norme le concernant (visant également les conditions de mise en œuvre), avec comme durées de temporisation : T1 max. = 8 s et T2 max. = 3 mn. La temporisation T2 n'est cependant admise que si l'établissement dispose (Arrêté du 23 décembre 1996) « d'un service de sécurité assuré par des agents de sécurité incendie dans les conditions définies à l'article MS 46. » c) Le déverrouillage automatique des issues de secours doit être obtenu dans les conditions prévues à l'article MS 60.

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

Arrêté du 25 juin 1980
modifié - MS 68

17 Fournir à la commission le contrat de maintenance du Système de
Sécurité Incendie (SSI).

En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :

Avis Favorable